

Parmi les Sept, le Canada pèse bien peu



GILLES GAUTHIER

envoyé spécial de La Presse
 VENISE

Le 13e sommet économique des Sept, qui s'est tenu cette semaine à Venise, a permis de constater encore une fois que le Canada est un participant mineur à ces rencontres annuelles, tout comme l'Italie.

Le Canada n'a tout simplement pas assez de puissance sur les plans tant économique que politique pour jouer un rôle significatif.

Un exemple parmi tant d'autres: dimanche dernier, le journal italien *Il Sole 24 Ore* exposait les attentes dans six capitales en prévision du sommet, passant complètement sous silence le point de vue d'Ottawa.

De plus, Brian Mulroney n'a pas une personnalité qui attire sur lui les regards. Son prédécesseur, Pierre Elliott Trudeau, amusait, choquait ou intriguait, mais il ne laissait pas indifférent.

Comme tous les chefs de gouvernement présents à Venise, M. Mulroney était avant tout préoccupé par les répercussions dans son pays des décisions qui se prenaient à Venise.

Questions agricoles

Cette année, il était accaparé par les questions agricoles. Les Etats-Unis et l'Europe versent environ \$25 milliards chacun en subventions à leurs agriculteurs et le Canada n'a pas les moyens de participer à cette guerre.

Même s'il consacre \$3,5 milliards cette année aux fermiers de l'Ouest, le gouvernement fédéral est incapable de suivre le rythme

et assiste à l'érosion des marchés céréaliers extérieurs traditionnels du Canada. La facture sera encore plus élevée l'an prochain car il n'est pas question de relâcher les efforts alors que le NPD est la force politique dominante dans l'Ouest.

Cette saignée de fonds publics pourrait compromettre la lutte au déficit du gouvernement central alors que s'amorcera, dans quelques mois, la période pré-électorale.

Les décisions prises à Venise permettent tout au plus à la délégation canadienne de dire qu'il y a espoir d'accélérer la mise en place des mécanismes de règlements du problème. Elle admet toutefois qu'il faudra plusieurs années avant qu'une solution ne soit trouvée, et ce à la condition que cette guerre ne s'étende à d'autres fronts. Ce que laisse craindre par exemple l'intention de la Communauté économique européenne d'imposer une taxe aux importations d'huiles et de graisses végétales, qui pourrait selon certains coûter près de \$2 milliards, et entraînerait une forte réaction des Américains et risquerait selon certains experts de remettre en question les accords commerciaux multilatéraux.

L'apartheid

Le Canada a choisi, notamment en prévision des sommets de la francophonie en septembre et du Commonwealth en octobre, de mettre l'accent sur la dénonciation du régime d'apartheid en Afrique du Sud, thème qui avait aussi l'avantage de ne pas déplaire aux Etats-Unis, dont ils se rapprochent de plus en plus sur tous les plans.

Les efforts du Canada ont complètement échoué, mais ils permettront à M. Mulroney

de déclarer aux nombreuses nations africaines qui participeront aux sommets de l'automne qu'il s'est fait leur porte-parole auprès des riches et des puissants à Venise. Il leur dira également qu'une autre grande priorité canadienne était la dette des pays les plus pauvres, particulièrement ceux de la région sub-saharienne.

Ces sommets annuels ont-ils encore leur utilité? En pratique, les réunions que tiennent quelques fois par année les ministres des Finances des pays participants permettent d'accomplir le travail de coordination sur le plan économique. Mais elles n'ont pas le même impact sur l'opinion publique que les rencontres spectaculaires des leaders.

La déclaration économique finale est tellement longue et touffue que chaque délégation trouve dans chacun des chapitres la phrase qui lui permet de dire que le point de vue de son premier ministre, de son président ou de son chancelier a été retenu.

Ces rencontres permettent aussi de réaffirmer la cohésion des grands pays membres de l'OTAN et du Japon face au bloc de l'Est.

Il n'en reste pas moins que la présence de 1 500 journalistes qui épient chacun de leur côté les moindres gestes du dirigeant de leur pays crée des attentes énormes qu'il est souvent impossible de satisfaire même si, dans le cas du Canada par exemple, les objectifs fixés par les stratèges gouvernementaux étaient relativement modestes. M. Mulroney en sait quelque chose.

Après la rencontre de la francophonie à Québec et celle du Commonwealth à Vancouver, Toronto accueillera les «Sept» l'an prochain. M. Mulroney aura eu toutes les possibilités de se donner une stature internationale.